

Brochure n° 3297

Convention collective nationale
IDCC : 2060. – CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS
(Chaînes)

AVENANT N° 13 DU 16 SEPTEMBRE 2011
RELATIF À L'INDEMNISATION DES SALARIÉS PARTICIPANT AUX NÉGOCIATIONS
OU INSTANCES PARITAIRES NATIONALES

NOR : ASET1250240M
IDCC : 2060

PRÉAMBULE

Pour faire suite aux réunions des 11 mars, 18 avril et 17 juin 2011, le syndicat national de la restauration publique organisée (SNRPO) et les organisations syndicales signataires ont convenu de modifier l'article 6.3 « Indemnités » de l'article 6 intéressant l'« Indemnisation des salariés participant aux négociations ou instances paritaires nationales de branche » de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, comme suit :

Article 1^{er}

*Indemnités des salariés participant aux négociations
ou instances paritaires nationales de branche*

Le présent avenant n° 13 remplace et modifie l'article 6.3 de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998 étendue par arrêté du 20 décembre 1999 dans les conditions suivantes :

« Article 6.3

Indemnités

Sur présentation d'un justificatif, les organisations syndicales pourront prétendre au remboursement :

Pour les salariés habitant l'Ile-de-France :

- d'un repas par séance d'une valeur maximale de 7 MG ;
- d'un forfait transport par séance sur la base du tarif RATP en vigueur.

Pour les salariés n'habitant pas l'Ile-de-France :

- soit de leurs frais réels sur la base d'un billet SNCF aller et retour en 2^e classe, déduction faite des réductions éventuelles et :
 - un forfait transport par séance sur la base du tarif RATP en vigueur ;
 - deux repas par séance d'une valeur maximale de 7 MG chacun ;
 - si nécessaire, frais d'hôtel calculés sur la base de 27 MG ;

- soit de leurs frais réels sur la base d'un billet d'avion aller et retour en classe économique, déduction faite des réductions éventuelles, et :
 - frais de navette entre l'aéroport et la ville ;
 - un repas d'une valeur maximale de 7 MG.

La valeur du minimum garanti (MG) retenue est celle en vigueur à la date de réunion. »

Article 2

Durée. – Date d'effet

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 3

*Publicité. – Dépôt. – Extension
Modalités de révision et de dénonciation*

Le présent avenant sera déposé à l'initiative du SNRPO, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail, auprès du ministère du travail, de l'emploi et de la santé, et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Le présent avenant faisant partie intégrante de la convention collective des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, les règles de révision ou de dénonciation qui lui sont applicables sont celles des articles 3 et 4 de ladite convention collective.

Fait à Paris, le 16 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNRPO.

Organisations syndicales :

CFE-CGC ;
FS CFDT ;
CSFV CFTC ;
FCS CGT ;
FGTA FO.